



Vendredi 5 juillet 2019 - Première session (9h - 11h)

Atelier 55
Salle : 419A

Faire du « social » à l'échelle locale. Une analyse par le bas des acteurs et dispositifs de l'aide sociale en Iran

« Une ville sociale » (*sharhe ejtemāi*) : depuis une quinzaine d'années, la ville est devenue en Iran l'un des lieux privilégiés du déploiement de la question sociale. De nombreuses initiatives ont ainsi été mises en place par les équipes municipales autour des questions du logement, de l'accès à l'emploi ou encore de la sécurité sociale (Tajmazinani 2015). Plus généralement, la prise en charge du social met en relation une pluralité d'acteurs – institutions publiques et parapubliques nationales, acteurs municipaux, associations, entreprises privées ou encore individus – à l'échelle des villes, villages et quartiers.

Dans ce champ de l'aide sociale « fragmenté » et concurrentiel (Harris 2017), comment s'articulent concrètement les programmes d'aide sociale des municipalités, les politiques sociales étatiques et les initiatives privées ? Des réseaux d'entraide familiaux et de voisinage aux « formes caritativo-religieuses de la solidarité » (Kian-Thiébaud 2005), en passant par les *welfare municipalities*, comment se déploie l'aide sociale au quotidien ? Cet atelier propose d'explorer, par le bas, à l'échelle locale et des quartiers, et dans une perspective anthropologique, les complexes relations entre ces multiples acteurs qui se rencontrent dans différents dispositifs d'aide sociale. Ce faisant, il vise à contribuer à une analyse non stato-centrée des dynamiques sociales et politiques de la société iranienne.

Responsables : Sahar Aurore Saeidnia (IREMAM), Mina Saidi-Shahrouz (ENSA Paris la Villette)

Liste des intervenants : Amir Amiri, Mazyiar Ghiabi, Sepideh Parsapajouh, Sahar Aurore Saeidnia

Amir Amiri (INED)

Les associations caritatives et la stratégie communautaire de survie des immigrants afghans en Iran

Dans un contexte où une grande proportion d'immigrés vit une situation caractérisée par des formes de travail temporaire et partiel, à travers une concentration dans le secteur du bâtiment, de l'agriculture ou du commerce familial, souvent sans contrat ou en sous-traitance, la « mobilisation communautaire » prend un rôle clé. Ces relations horizontales jouent un rôle d'autant plus important que les problèmes auxquels les populations immigrées et réfugiées sont confrontées ne peuvent pas être résolus sur une base individuelle, en particulier à long terme.

Alors que des dispositifs étatiques de protection sociale, des services municipaux et des œuvres associatives prennent en charge les individus nationaux en situation de vulnérabilités sociales, économiques et sanitaires, les populations immigrées sont à l'inverse les grandes oubliées de ces programmes. Face à ces conditions objectives, quels sont leurs moyens de survie ou leurs modes de « subsistance » ? Quelles sont les stratégies communautaires mises en œuvre pour surmonter les difficultés ? En s'appuyant sur un travail de terrain mené à Mashhad et à Téhéran depuis 2014, cet article vise à mieux comprendre le rôle que jouent les associations caritatives locales et nationales ainsi que des collectifs d'immigrés autogérés dans la survie des immigrants afghans en Iran.

Mazyar Ghiabi (University of Oxford)

La rencontre : une anthropologie de la vie, de la ville et de l'aide

En Iran, le nombre d'ONGs actives dans le domaine des services sociaux, allant de la protection contre le travail des enfants à l'aide aux sans-abris, en passant par la « protection » des femmes en situation de marginalité sociale, témoigne de l'importance des agents non étatiques dans la fourniture de l'aide humanitaire – et de l'entretien de l'ordre public. Un exemple dans lequel ces agents de terrain participent par le bas à la formation du social est celui de la prévention du VIH / SIDA et autres épidémies virales. Si leur présence publique organisée répond à celle des groupes désordonnés, en contradiction avec le cadre juridique en vigueur dans l'espace public iranien, leurs activités de fourniture de services restent essentielles pour prévenir les épidémies de VIH / SIDA, de tuberculose et d'autres virus. Elles sont en même temps contraintes par des mesures sécuritaires de maintien de l'ordre et se caractérisent par une éthique ambiguë. Les groupes d'aide, les centres de soin, les programmes de *outreach* (proximité), les cliniques mobiles et les centres d'hébergement locaux deviennent la vie connective des ordres politique et social. Ils transforment la ville par le bas.

Basé sur une ethnographie pluriannuelle (2012-2018) auprès des communautés de toxicomanes et des ONGs active dans la réduction des risques à Téhéran, cette communication développe la rencontre entre la vie biologique et des formes de vies sociales, politiques et biographiques de ceux qui sont l'objet de politiques d'aide sociale dans l'espace urbain. Le résultat est une discussion sur l'éthique de la vie dans la ville (Téhéran) telle qu'elle est vécue dans la relation – la rencontre face à face – des agents de terrain et des gens cherchant des ressources pour sortir de l'indigence.

Sepideh Parsapajouh (CNRS, Césor)

Quand savâb fait lien. Une réflexion sur l'agencéité du croire dans le contexte de précarité économique

Dans cette présentation, nous mettrons en discussion l'exemple de Zurâbâd (un quartier auto-construit sur une colline accidentée au milieu de la ville de Karaj à 45 km de Téhéran) avec d'autres situations de quartiers similaires en Iran, afin de montrer comment dans un contexte de capital matériel limité, où la faible présence étatique et municipale se manifeste principalement par des politiques d'assistance, les individus et les groupes sociaux peuvent mobiliser leur capacité d'agir et leur créativité pour surmonter la condition de précarité. Notre analyse, fondée sur une enquête ethnographique menée à Zurâbâd et dans plusieurs quartiers téhéranais depuis une quinzaine d'années, portera notamment autour du système d'échange - dans le sens maussien du terme - produit entre les habitants de ces quartiers. Nous soulignerons particulièrement la force mobilisatrice de certaines notions de l'éthique religieuse musulmane dans ces quartiers, à savoir *savâb*, *kheyr* et *deyn*.

Sahar Aurore Saeidnia (IREMAM)

Agir pour les « pauvres » dans les quartiers de Téhéran. Le rôle des conseils de quartier dans les politiques publiques sociales de la municipalité

En Iran, un nombre croissant d'acteurs déclarent «prendre en charge», « agir » ou encore «aider» les « pauvres », les « vulnérable s » ou encore les « faibles ». Des associations humanitaires et de développement aux institutions publiques, en passant par des institutions religieuses, les *basidjis*, les ONG locales, les fondations privées ou encore de simples citoyens, ces acteurs sont de plus en plus nombreux à prendre en charge la question sociale, à produire – voire à mettre en concurrence – différentes définitions des ayant-droits. Autrement dit, l'institutionnalisation de l'État social iranien après la Révolution de 1979 ne s'est jamais traduite par un monopole de l'État sur l'action sociale, ni un consensus sur le rôle que doit jouer celui-ci dans la prise en charge du social.

À partir d'une ethnographie de l'activité des conseillers de quartier de Téhéran engagée depuis 2007, cette communication revient sur la production de l'action publique locale en matière d'aide sociale à Téhéran en deux parties : il s'agira d'exposer dans un premier temps comment la décentralisation de la fin des années 1990 transforme l'action publique locale en matière d'aide sociale pour analyser, dans un second temps, les relations de conflits et de coopération entre ces multiples acteurs qui interviennent sur le social à l'échelle des quartiers dans la capitale iranienne.